

**Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**  
**Séance du 08 JUILLET 2011**

Par suite d'une convocation en date du 29 Juin 2011, les membres composant le Conseil Municipal se sont réunis en mairie le 08 Juillet 2011, à 20 heures 30, sous la présidence de Monsieur René HANOT, Maire

**Nombre de conseillers :**

**En exercice** 11

**Présents** 6

**Votants** 6

**Délibération n°** 16-2011

**Etaient présents :**

MM. René HANOT, Thierry LAURENT, Mme Catherine JACQUOT, MM. Yannick VASSET, Jean-Pol PASIAN, Mme Sylvie SANTIN

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales

**Absents excusés :** MM. Francis NOLOT, Pascal MENU, Melle Sabine MOINDROT

**Absents :**

Le Président ayant ouvert la séance et fait l'appel nominal, il a été procédé, en conformité avec l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire au sein du conseil.  
M. Thierry LAURENT est désigné pour remplir cette fonction

**OBJET : IDENTIFICATION DES ÉLÉMENTS DU PAYSAGE A PROTÉGER ET A METTRE EN VALEUR**

Monsieur le Maire rappelle les conditions d'identification des éléments du paysage à protéger et à mettre en valeur et présente le document tel qu'il sera soumis à approbation.

Vu :

- le Code de l'Urbanisme et notamment les articles R 421-23-i et R 421-17-e
- la loi n°83-630 du 12 juillet et son décret d'application n°85-452 du 23 avril 1985 relatifs à la démocratisation des enquêtes publiques et la protection de l'environnement,
- la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains,
- la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 relative à l'urbanisme et à l'habitat,
- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29
- l'arrêté du Maire en date N° 01-2011 du 20 avril 2011 soumettant à enquête publique le projet d'identification des éléments du paysage à protéger et à mettre en valeur

Monsieur le Maire présente les observations qui ont été faites sur le projet d'identification des éléments du paysage à protéger et à mettre en valeur ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur.

Après avoir entendu l'exposé du Maire :

Considérant que ce projet, tel qu'il a été soumis à l'enquête publique est prêt à être approuvé.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

DECIDE d'approuver le dossier d'identification des éléments du paysage à protéger et à mettre en valeur, tel qu'il est annexé à la présente ;

DECIDE qu'en application du « i » de l'article R 421-23 et de « e » de l'article R 421-17, tous travaux ayant pour effet de modifier ou de supprimer un élément, qu'une délibération du conseil municipal, prise après enquête publique, a identifié comme présentant un intérêt patrimonial ou paysager devra faire l'objet d'une déclaration préalable

La présente délibération sera transmise au Sous-Préfet.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois.

Mention de cet affichage sera, en outre, inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le dossier d'identification des éléments du paysage à protéger et à mettre en valeur approuvé est tenu à la disposition du public en mairie, aux jours et heures d'ouverture habituels.

Certifié exécutoire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 11 JUIL. 2011

Et de la publication le 11 JUIL. 2011

Fait à Châtelraould, le 11 JUIL. 2011

Le Maire

René HANOT

Extrait certifié conforme au registre des délibérations

Fait à Châtelraould St Louvent le 08 Juillet 2011

Le Maire

René HANOT

REÇU LE

11 JUIL. 2011

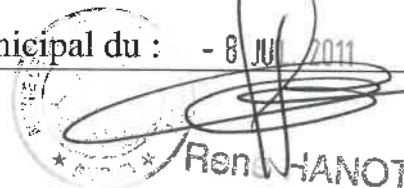
A la Sous-Préfecture  
de VITRY-LE-FRANÇOIS

# IDENTIFICATION DES ELEMENTS DU PAYSAGE A PROTEGER ET A METTRE EN VALEUR



Soumis à enquête publique du : 09/05/2011 au 07/06/2011

Approuvé par délibération du Conseil Municipal du : - 8 JUL 2011



## CHATELRAOULD- SAINT-LOUVENT

Liste des éléments paysagers ou bâtis identifiés au titre de la loi Paysage

Les éléments composant le territoire sont le reflet de caractéristiques identitaires du territoire. L'occupation du sol et son utilisation (agricole, bâti), issues d'un usage séculaire des terres et espaces vécus par l'Homme, apporte une valeur ajoutée indéniable au cadre de vie actuel des habitants. Ainsi, la protection du paysage dépend majoritairement de l'action privée, sa préservation dépend de tous.

C'est ainsi que la commune de Chatelraould-Saint-Louvent a souhaité identifier les éléments majeurs de son paysage, les recensant de manière à leur affecter un dispositif spécifique de protection. Préalablement à toute modification effectuée par son propriétaire, une demande devra être déposée en mairie :

- Tous travaux, ayant pour effet de détruire un élément de paysage identifié et non soumis à un régime d'autorisation, doivent faire l'objet d'une déclaration préalable au titre des travaux, installations et aménagements (article R 421-23§1 du Code de l'Urbanisme).

- Les éléments bâtis à protéger, tels qu'identifiés, sont soumis à permis de démolir, au titre de l'article R.421-28§e.

#### Article \*R421-23 de Code de l'Urbanisme

*Modifié par Décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 - art. 8 ( ) JORF 6 janvier 2007 en vigueur le 1er octobre 2007*

**Doivent être précédés d'une déclaration préalable les travaux, installations et aménagements suivants :**

- a) Les lotissements autres que ceux mentionnés au a de l'article R. 421-19 ;
- b) Les divisions des propriétés foncières situées à l'intérieur des zones délimitées en application de l'article L. 111-5-2, à l'exception des divisions opérées dans le cadre d'une opération d'aménagement autorisée, des divisions effectuées, avant la clôture de l'opération, dans le cadre d'une opération



- d'aménagement foncier rural relevant du titre II du livre Ier du code rural et des divisions résultant d'un bail rural consenti à des preneurs exerçant la profession agricole ;
- c) L'aménagement ou la mise à disposition des campeurs, de façon habituelle, de terrains ne nécessitant pas un permis d'aménager en application de l'article R. 421-19 ;
- d) L'installation, en dehors des terrains de camping et parcs résidentiels de loisirs, d'une caravane autre qu'une résidence mobile mentionnée au j ci-dessous lorsque la durée de cette installation est supérieure à trois mois par an ; sont prises en compte, pour le calcul de cette durée, toutes les périodes de stationnement, consécutives ou non ;
- e) Lorsqu'ils sont susceptibles de contenir de dix à quarante-neuf unités, les aires de stationnement ouvertes au public, les dépôts de véhicules et les garages collectifs de caravanes ;
- f) A moins qu'ils ne soient nécessaires à l'exécution d'un permis de construire, les affouillements et exhaussements du sol dont la hauteur, s'il s'agit d'un exhaussement, ou la profondeur dans le cas d'un affouillement, excède deux mètres et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à cent mètres carrés ;
- g) Les coupes ou abattages d'arbres dans les cas prévus par l'article L. 130-1 ;
- h) Les travaux ayant pour effet de modifier ou de supprimer un élément que le plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu a identifié, en application du 7° de l'article L. 123-1, comme présentant un intérêt patrimonial ou paysager ;
- i) Les travaux autres que ceux exécutés sur des constructions existantes ayant pour effet, dans une commune non couverte par un plan local d'urbanisme, de modifier ou de supprimer un élément, qu'une délibération du conseil municipal, prise après enquête publique, a identifié comme présentant un intérêt patrimonial ou paysager ;**
- j) L'installation d'une résidence mobile visée par l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, constituant l'habitat permanent des gens du voyage, lorsque cette installation dure plus de trois mois consécutifs ;
- k) Les aires d'accueil des gens du voyage.

#### Article R421-28 du Code de l'Urbanisme

*(Décret n° 74-158 du 25 février 1974 Journal Officiel du 27 février 1974)*

*(Décret n° 77-752 du 7 juillet 1977 Journal Officiel du 10 juillet 1977 date d'entrée en vigueur 1 JUILLET 1977)*

*(Décret n° 83-1261 du 30 décembre 1983 art. 9, art. 16 Journal Officiel du 7 janvier 1984 date d'entrée en vigueur 1 avril 1984)*

*(Décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 art. 3 Journal Officiel du 28 mars 2001)*

*(Décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 art. 8, art. 9 Journal Officiel du 6 janvier 2007 en vigueur le 1er octobre 2007)*

**Doivent en outre être précédés d'un permis de démolir les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction :**





- a) Située dans un secteur sauvegardé dont le périmètre a été délimité ou dans un périmètre de restauration immobilière créé en application des articles L. 313-1 à L. 313-15 ;
- b) Inscrite au titre des monuments historiques ou adossée à un immeuble classé au titre des monuments historiques ;
- c) Située dans le champ de visibilité d'un monument historique défini à l'article L. 621-30-1 du code du patrimoine ou dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager créée en application de l'article L. 642-1 du code du patrimoine ;
- d) Située dans un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement ;
- e) **Identifiée comme devant être protégée par un plan local d'urbanisme, en application du 7° de l'article L. 123-1, située dans un périmètre délimité par le plan en application du même article ou, dans une commune non dotée d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu, identifiée par délibération du conseil municipal, prise après enquête publique, comme constituant un élément de patrimoine ou de paysage à protéger et à mettre en valeur.**



## ROLE ET ENJEUX DES DIFFERENTS ELEMENTS IDENTIFIES

### ELEMENTS NATURELS

#### La haie

##### Rôles et fonctions

- Ecologique : piège à nitrates en bordure de cultures agricoles  
niche écologique de certaines espèces animales et végétales.

Refuge au sein des espaces ouverts de cultures

- Agronomiques : favorables aux auxiliaires des cultures

abri aux animaux d'élevage.

effets brise vent et tampon par rapport aux températures et à l'évapotranspiration

- Hydrologiques : limitation des écoulements superficiels (infiltration et ralentissement)

- Paysagères : intégration des bâtiments, structurent et donnent du caractère au paysage

##### Bonnes pratiques

Entretien de la haie :

- la taille en fonction de l'objectif poursuivi (taille basse pour clore une parcelle, en hauteur pour un effet brise vent ou masquer un bâtiment...)
- utilisation de préférence des matériels pour faire une coupe nette et ne pas éclater les extrémités des branches, à réaliser hors période de végétation et de nidification.

### Les arbres isolés

#### Rôles et fonctions

- Paysagère : ponctuant le paysage ; élément de repère dans les milieux ouverts ou semi-couverts de culture ou de pâtures.
- Ecologique : espace refuge pour la faune
- Agronomique : brise vent, ombre

#### Bonnes pratiques

- utilisation de préférence des matériels pour faire une coupe nette et ne pas éclater les extrémités des branches, à réaliser hors période de végétation et de nidification.

### ELEMENTS MINERAUX

#### Le calvaire

#### Rôles et fonctions

Ces se sont développées depuis le Moyen Âge et sont destinées à christianiser un lieu. De formes, de tailles et de matières variées, elles agrémentent aussi bien les bourgs et les hameaux que les routes de campagne et symbolisent l'acte de foi de la communauté.

#### Bonnes pratiques

Maintien et restauration à l'identique.





# **CARTE D'IDENTIFICATION DES ELEMENTS DU PAYSAGE A PROTEGER ET A METTRE EN VALEUR**

**Commune de CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT**

